

Editorial

Novembre 2010

Travailler sur les marges: La Pauvreté et la marginalité économique en Afrique du Sud.

DAVID NEVES et ANDRIES DU TOIT

Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies (PLAAS), University of the Western Cape [L'Institut pour L'Etude de la Pauvreté, Etude du Terrain et Etude Agraire, Université de Western Cape]

Cette édition spéciale de *Law, Democracy & Development* naît d'un séminaire de politique éponyme dont le Institute for Poverty Land and Agrarian Studies (PLAAS) fut l'hôte à Le Cap tôt en 2009 (www.plaas.org.za/newsevents/wom), soutenu par le Chronic Poverty Research Centre et le UK Department for International Development. Elle reflète plusieurs points importants et débats du séminaire, l'édition spéciale cherche à comprendre la pauvreté, la vulnérabilité et la marginalité économique dans l'Afrique du Sud contemporaine. A travers divers secteurs les articles se collètent avec les deux tâches connexes. Ils examinent quels concepts sont utiles pour comprendre la marginalité économique et posent la question (avec un degré explicite varié) : quelles sont les réponses politiques appropriées pour la pauvreté, la vulnérabilité et la marginalité endurantes en Afrique du Sud ?

REVENIR VERS L'AVENIR

Les débats concernant les causes et les conséquences de la pauvreté remontent bien loin dans l'histoire de l'Afrique du Sud. Un trope récurrent dans le discours de politique de la pauvreté est la notion que les gens appauvris sont pauvres parce qu'ils sont exclus du courant économique dominant. Selon cette formulation la pauvreté est le résidu du sous développement et la conséquence d'une modernisation incomplète. En ces termes la « marginalité » économique est conceptualisée comme un lien rompu et une séparation du noyau économique, officiel ou des « pays industrialisés ». En accordance, les prescriptions politiques mettent l'accent sur le besoin « d'incorporer » les pauvres dans le courant économique dominant ou de construire des ponts entre la rupture structurelle des sous développés et des développés, le marginal et le courant dominant.

Ces idées se sont répandues sous l'impulsion de Thabo Mbeki qui était alors président [2003]. Des concepts dualistes ont réapparu dans la dernière décennie et furent catalysés dans les débats concernant la « deuxième économie ». Ce fut cependant un débat qui a repris l'échange des années 70 entre les érudits libéraux et radicaux concernant la manière dont les relations entre la race et la classe doivent être comprises (Davies, 1979; Wolpe,

1972). Dans ce débat les érudits radicaux d'économie politique ont insisté sur une conception unitaire de l'économie de l'Afrique du Sud et ont théorisé les relations entre secondaire et noyau comme caractérisé non en termes de séparation et d'exclusion, mais plutôt en formes *d'incorporation* désavantageuses et adverses. Donc, de vivre ou de travailler sur les marges n'est pas être en dehors du marché, de la monétisation et des formes d'interdépendance sociale que les échanges du marché nécessitent – c'est d'occuper une position particulièrement défavorable en relation avec cela (Du Toit & Neves 2007).

Bien que le compte rendu dualiste et de rupture de vulnérabilité et de marginalité économique, ci-dessus ait décliné de nouveau, ceux qui se concernent de la pauvreté et de la marginalité pourraient tristement penser que cela a aussi beaucoup d'impulsion pour un débat critique.

Le manque relatif de discours courant concernant la pauvreté en Afrique du Sud souligne peut-être le truisme que le débat provoqué par un concept défectueux est préférable à l'absence de tout débat. Contre l'essor et le déclin du discours sur la pauvreté, ça vaut la peine de penser au manque de discussion concernant le niveau extrême de l'inégalité des revenus. L'inégalité sert à établir les tendances économiques et les systèmes sociaux de façon à concentrer la richesse, les chances et la mobilité, empêchant au bout du compte d'échapper à la pauvreté. Plusieurs des articles qui suivent décrivent les manifestations ou les conséquences de l'inégalité. Pourtant malgré ses effets délétères sociaux, de développement et économiques, l'inégalité reste un objet de discussion [officiel comme public] fréquemment négligé, obstinément pas du ressort de beaucoup de politique.

RESUME DES ARTICLES

Le problème de marginalité contextualisé brièvement ci-dessus, a deux implications importantes pour les articles qui forment part de cette édition spéciale de *LDD*. La première est que, tandis que le métaphore « marges » est la formule consacrée pour les appauvris et vulnérables, utile pour la rhétorique, le métaphore spatial des marges ne devrait pas être confondu avec l'analyse : les marges ne concernent pas la séparation. Le terme marginalité devrait être utilisé avec cette *mise en garde*. Le deuxième point est la proposition, évidente dans plusieurs des articles qui suivent, que la dynamique qui marginalise est inextricablement entrelacée avec le plus grand contexte structurel et économique. On doit les voir les deux comme tels et réagir.

Le premier article « Adresser l'inégalité et la marginalisation économique » par Kate Philip, sert à faire précéder ce que cette édition spéciale traite en déterminant comment exactement la structure de l'économie de l'Afrique du Sud entrave les perspectives d'emploi, d'entreprise et de mobilité dans les marges. Non seulement la structure globale de l'économie sert à renforcer la pauvreté persistante, la réaction de l'état est souvent partielle et limitée. La réaction officielle envers la pauvreté et la marginalité a tendance à être reléguée au domaine de la politique sociale [et du « développement social »] et est généralement une préoccupation secondaire à travers la gamme de politique industrielle, commerciale et fiscale. Philip argue que d'adresser la marginalité économique exige la combinaison de stratégie de long terme pour adresser les piliers de la pauvreté structurelle, avec des interventions plus immédiates et améliorantes. Les articles qui suivent examinent une variété de domaines théoriques mais peuvent être groupés sous deux rubriques

générales : la première pourrait être décrite comme « moyens d'existence agraire fragile », la deuxième comme « régimes d'informalité économique ».

Les articles sur les moyens d'existence agraire fragile par Tapela, Aliber et Maluleke et Theron cherchent à comprendre le moyen d'existence marginal dans la campagne sud africaine. Bien que les cadres soient très différents, les articles sont unis en la documentation de la nature vulnérable du moyen d'existence campagnarde, contre la toile de fond d'un paysage agricole dichotomique [terre familiale contre commerciale], où le dédommagement impérieux incorporé dans la réforme agraire permet une réconciliation difficile avec le marché, et le brave nouveau monde de l'emploi « non standard » ne convient pas à la plus vieille habitude du paternalisme agraire.

« Association stratégique dans les projets d'irrigation des petites exploitations : Le cas du Programme Resis-Recharge dans la Province de Limpopo » par Tapela considère les efforts menés par l'état pour relancer les projets agricoles étatiques des petits exploitants à travers des investissements infrastructurels et la commercialisation par coentreprise. Elle suggère que l'allégeance conceptuelle à des concepts de viabilité économiques et techniques étroits et l'inattention à la dynamique sociale générale, a comme résultat des interventions qui aggravent une inégalité croissante. Une cohorte « d'agriculteurs de salon » se fait jour, et recueille les bénéficiaires avec peu de travail tandis que les producteurs vulnérables deviennent de plus en plus marginalisés.

Dans « La réforme agraire et le 'capital noir' qui émerge dans l'agriculture au Limpopo » Aliber et Malukele se collètent avec des questions similaires de différenciation sociale dans leur étude exploratoire des agriculteurs noirs qui émergent et qui louent des terres à travers des projets de réforme agraire stagnantes. En examinant l'association entre ces preneurs à bail qui sont commercialement orientés et les bénéficiaires des projets par un nombre d'études de cas, l'article perçoit comment les petits investisseurs noirs sont faits pour la participation dans ces sites particuliers. Non seulement les auteurs attirent l'attention sur la dynamique complexe sociale, institutionnelle et commerciale entourant les tentatives de poursuivre l'agriculture commerciale dans le contexte des projets de réforme agraire, mais ils préviennent contre les limitations d'essayer de relancer les projets ratés simplement en injectant l'infrastructure additionnelle.

Dans le troisième et dernier des articles sur le Moyen d'Existence Agraire Fragile, brusquement intitulé « Dépit », Theron examine l'expansion de « l'emploi indirect » sur les fermes commerciales qui produisent les fruits. En traçant le contour du régime du travail local dans un cadre agraire extrêmement commercialisé, l'article examine la dynamique du marché du travail parmi l'expansion inexorable des formes « d'emploi indirect ». Theron considère en détail l'assortiment varié de vulnérabilité qui en résulte. Il conclue avec une postface qui lie ces contestations locales à la violence et la xénophobie tard en 2008.

Le deuxième groupe d'articles, y compris Devey et Valodia, Von Broembsen, Neves, et Theron et Visser, examine les régimes d'informalité économique [bien que plusieurs des préoccupations De Theron s'appliquent aussi bien ici] et le moyen d'existence urbain sur la périphérie de l'économie sud africaine.

Le premier article du lot est « Les liens économiques Souterrains-officiels : Quelles implications pour la pauvreté en Afrique du Sud ? » par Devey et Valodia. Ceci challenge les conceptions qui prévalent sur l'économie souterraine en analysant les données de sondage qui indiquent jusqu'à quel point l'emploi officiel et souterrain s'entrelace spécialement au

niveau le plus bas du marché du travail. L'article décrit des remous très étendus entre l'emploi officiel et souterrain et la manière dont l'accès à des salaires stables dans le secteur officiel est associée à des revenus plus hauts dans l'économie souterraine. L'analyse de Devey et Valodia challengent sans ambages les conceptions « dualistes » de l'économie souterraine comme étant séparée de l'économie officielle.

L'article de Von Broembsen « Affaires souterraines et la pauvreté en Afrique du Sud : Repenser au paradigme » prend le discours concernant l'économie souterraine en Afrique du Sud comme objet et explique en détail le manque de [même apparemment en faveur des pauvres) prescriptions orientées vers le marché pour le développement des entreprises. L'article présente l'approche « Moyen d'Existence Durable » comme autre possibilité pour comprendre l'économie souterraine et une plus sensible à la réalité de l'appauvrissement, y compris sa dynamique préjugée en faveur des hommes. L'article conclue par une réflexion sur quelques implications institutionnelles du cadre Moyen d'Existence Durable.

L'article de Neves « Imaginer l'informalité économique » résonne avec plusieurs des préoccupations de Von Broembsen dans les questions fondamentales qu'il pose autour de comment l'économie souterraine pourrait mieux être comprise. En présentant un matériel détaillé des études de cas, l'article attire l'attention sur les limitations de plusieurs conceptions qui prévalent des travailleurs indépendants non officiels et les objectifs souvent variés vers lesquels ceux dans l'économie souterraine s'orientent. L'article cherche aussi à considérer les chances d'une façon réaliste, et les contraintes considérables auxquelles ceux dans l'économie souterraine font face.

Le dernier article par Theron et Visser « Traitement des déchets et le lieu de travail », examine les formes de travail et les opportunités économiques créées par le gouvernement local en ce qui concerne le traitement des déchets (service de ramassage des ordures et recyclage] et le genre de vulnérabilité qu'il crée. Ils cherchent activement à relever « le voile contractuel » des services municipaux externalisés et décrivent une typologie de travail, arrangée le long d'une pente en déclin, de formalité et de protection du travail, avec l'inégalité et la vulnérabilité proportionnée montant vers le pôle informel. L'article argue non seulement pour la conception élargie de « lieu de travail » mais aussi pose des questions difficiles sur comment la protection de l'emploi pourrait aller jusqu'à ceux qui sont aux pôles les plus vulnérables et informels.

A travers tous les articles ci-dessus, un nombre de points de convergence peuvent être perçus. Ceux-ci sont décrits dans ce qui suit.

LE ROLE DU CONTEXTE STRUCTUREL

Le premier point dont on a déjà fait allusion est le besoin de voir les moyens d'existence appauvri en relation avec la spécificité du contexte structurel global dans lequel ils sont ancrés. La plupart des articles ici mettent au premier plan le rôle des institutions du marché et le contexte de contrôle permis par l'état. Les articles documentent comment ce réseau du marché et de l'environnement de contrôle crée les conditions pour l'apparition de nouvelles permutations de vulnérabilité et de marginalité.

Ceci est évident dans plusieurs articles, y compris la description par Theron de l'absorption d'une cohorte d'ouvriers agricoles, de plus en plus multiethnique et

transnationale dans un nouveau régime de travail. Ces ouvriers marginaux et non syndiqués sont marqués d'une stratification complexe, en relation avec leur résidence sur la ferme et en dehors, l'emploi indéfini ou saisonnier, le statut d'emploi direct ou contractuel [lui-même bifurqué entre ceux employés indéfiniment ou temporairement]. Similairement Devey et Valodia notent l'embrouillage contemporain d'informel et d'officiel et comment la formalité est arrivée à corrélér mal avec les conditions du travail. Tandis que tous les trois articles reflètent sur l'entreprise de l'économie souterraine (Philip, Von Broembsen, Neves) décrivent un domaine de l'économie éclipsé et dominé par le secteur du marché officiel.

LE DUR LABEUR DE LA POLITIQUE

Un deuxième thème, très évident dans ces articles, concerne le challenge de la gouvernance économique et les difficultés inhérentes dans le recueil du contrôle et d'optimiser les résultats du contrôle. Les efforts pour contrôler peuvent produire des résultats imprévus : par exemple Theron suggère comment la détermination sectorielle a illogiquement imposé une limite aux salaires des ouvriers agricoles plutôt que de les augmenter. Tandis que Tapela note la contradiction comment les projets d'irrigation des petits exploitants sont encouragés par un état qui se désinvestit de plusieurs de ses responsabilités d'avant, le résultat étant que les services comme la formation agricole et l'extension deviennent de plus en plus déplacées dans le secteur privé.

Ces arrangements institutionnels en plus mènent l'état affectivement à subventionner l'entreprise privée [« privatisation subventionnée »], pourtant souvent sans que les bénéfices reviennent aux plus petits producteurs les plus vulnérables. En plus il y a des questions contrariantes en ce qui concerne la durabilité au long terme des interventions-économiques, sociales, institutionnelles et même écologiques, ce qui est également dans la description d'Aliber et Maluleke des agriculteurs commerciaux noirs qui émergent sur les terres du projet de la réforme agraire. Theron et Visser suggèrent les chances manquées de maximiser l'impacte développemental du « flux de déchets » d'une zone métropolitaine principale tandis que Von Broembsen et Neves font tous deux la critique des imaginaires de la politique qui sont à la base de la réaction officielle envers l'économie souterraine et le genre de réaction qu'ils provoquent de l'état.

DIFFERENCIATION SOCIALE ET DE CLASSE

Un troisième et dernier fil est le problème de la différenciation montante sociale et de classe. Aliber et Maluleke documentent cette dynamique dans le contexte de projets de réforme agraire fragile, où les exigences commerciales ont souvent une logique qui incite et même aggrave la marginalisation. Pourtant il y a aussi des ambivalences graves : les agriculteurs commerciaux noirs qui émergent d'Aliber et Maluleke appartiennent à de différentes classes, quelques uns pas très différents des bénéficiaires de réforme agraire avec lesquels ils ont des contrats. De la même manière Theron note comment les courtiers de travail d'ouvriers agricoles sont des « agents d'exploitation » étant souvent exploités eux-mêmes. Plusieurs des articles dressent un catalogue, dans le contexte de leurs domaines complètement différents, des difficultés de gérer la différenciation sociale et de classe par des interventions qui cherchent à viser ceux qui sont marginalisés.

CONCLUSION

Les articles dans cette édition spéciale reflètent sur le challenge de travailler sur les marges et aussi de réagir convenablement à ceux sur les marges. Ils soulignent l'importance du travail nuancé, engagé empiriquement, qui reste attentif au contexte structurel en général. Ils suggèrent aussi le challenge et la difficulté auxquelles les décideurs de politique font face. La sélection d'articles dans cette édition spéciale sera téléchargée sur le site web *LDD* comme et quand ils deviennent disponibles après le procédé d'examen par les pairs.

Tandis que plusieurs articles recueillis ici aient été financés par le UK Department for International Development (DFID) pour le bénéfice des pays en voie de développement, les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles du DFID.

RÉFÉRENCES

R Davies, RD Kaplan, M Morris, M & D O'Meara "Class struggle and the periodisation of the state in South Africa" (1976) *7 Review of African Political Economy*.

I Frye "The 'second economy' as intellectual sleight of hand" (2007) 37 (2) *Africanus* 175-190

A du Toit & D Neves "In search of South Africa's 'second economy'" (2007) 37 (2) *Africanus*, 145-174.

T Mbeki "Steps to end the two nations divide" (2003) 3, 33 *ANC Today*, 22 August

H Wolpe "Capitalism and cheap labour power" (1972) 1 *Economy and Society*.